

## COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 45098C du rôle  
Inscrit le 15 octobre 2020

---

### **Audience publique du 10 novembre 2020**

**Requête en relevé de forclusion de Monsieur ... .., ...,  
par rapport à l'expiration du délai imparti pour signifier à l'administration  
communale de Junglinster son acte d'appel (n° 44730C du rôle)  
en présence de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et  
de Monsieur ... .. et de Madame ... .., ...,  
en matière de relevé de forclusion**

---

Vu la requête en relevé de forclusion inscrite sous le numéro 45098C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 15 octobre 2020 par la société anonyme KRIEGER ASSOCIATES S.A., inscrite sur la liste V du tableau de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 240929, représentée aux fins de la présente procédure par Maître Georges KRIEGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ... .., demeurant à L-... .., ... .., appelant suivant une requête d'appel inscrite sous le numéro 44730C du rôle, déposée en date du 27 juillet 2020 au greffe de la Cour administrative, dirigée contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 17 juin 2020 (n° 42134 du rôle), ayant déclaré non fondé son recours en annulation de la délibération du conseil communal de ... du 26 janvier 2018 portant adoption du plan d'aménagement général refondu et de la décision d'approbation afférente du ministre de l'Intérieur du 23 août 2018, cette requête en relevé de forclusion visant le délai d'un mois imparti par la loi pour signifier à l'administration communale de ... la requête d'appel précitée, déposée le 27 juillet 2020 ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice suppléant Christine KOVELTER, en remplacement de l'huissier de justice Frank SCHAAAL, les deux demeurant à Luxembourg, immatriculés près du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, du 21 octobre 2020 portant signification de cette requête en relevé de forclusion à l'administration communale de ..., représentée par son collègue des bourgmestre et échevins en fonctions, ayant sa maison communale à L-6112 Junglinster, 12, rue de Bourglinster, ainsi qu'à Monsieur ... .., ... .., et à Madame ... .., ... .., demeurant tous les deux à L-... .., ... .., ... .. ;

Vu le calendrier fixé par la Cour administrative en date du 22 octobre 2020 ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 26 octobre 2020 par Maître Steve HELMINGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'administration communale de ... ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 29 octobre 2020 par la société anonyme ELVINGER HOSS PRUSSEN, établie et ayant son siège social à L-1340

Luxembourg, 2, Place Winston Churchill, inscrite sur la liste V du tableau de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 209469, représentée aux fins de la présente procédure par Maître Nathalie PRUM-CARRE, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le même 29 octobre 2020 par Maître Pierre BRASSEUR, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom des consorts ... .. et ... .. ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 3 novembre 2020 par Maître Georges KRIEGER pour compte du requérant ... .. ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maîtres Raffaëla FERRANDINO, en remplacement de Maître Georges KRIEGER, Steve HELMINGER et Christophe de BATZ, en remplacement de Maître Nathalie PRUM-CARRE, en leurs plaidoiries respectives en la Chambre du conseil de la Cour administrative en date du 10 novembre 2020 à 10 heures, date à laquelle l'affaire a été fixée suivant calendrier susdit.

---

Par requête d'appel inscrite sous le numéro 44730C du rôle, déposée au greffe de la Cour administrative le 27 juillet 2020, Monsieur ... .. a fait entreprendre le jugement du tribunal administratif du 17 juin 2020 (n° 42134 du rôle) ayant déclaré non fondé son recours en annulation de la délibération du conseil communal de ... du 26 janvier 2018 ayant porté adoption du plan d'aménagement général refondu, ainsi que de la décision d'approbation afférente du ministre de l'Intérieur du 23 août 2018 et ayant rejeté sa demande en allocation d'une indemnité de procédure de ....- €.

Au détour d'un courrier du mandataire de la commune de ... du 6 octobre 2020, adressé à la Cour, signalant qu'un appel contre le jugement précité n'avait jamais été signifié à la commune de ..., le mandataire de l'appelant se rendit compte, d'après ses propres dires, que bien que par courrier du même 27 juillet 2020 il eût adressé à l'huissier de justice par lui saisi une demande sollicitant la signification de la requête d'appel non seulement à Monsieur ... .. et à Madame ... .., représentés en première instance, mais également à l'administration communale de ..., cette dernière ne fut pas signifiée en conséquence.

Dès le 7 octobre 2020, le mandataire de l'appelant a informé la Cour de cet état de fait et de son intention d'introduire une requête en relevé de forclusion. Concomitamment, il a formulé une demande en prorogation du délai d'échanges de mémoires dans le cadre de l'affaire principale, rencontrée positivement par ordonnance présidentielle du 9 octobre 2020.

Par requête en relevé de forclusion inscrite sous le numéro 45098C du rôle, Monsieur ... a demandé le 15 octobre 2020 à se voir relever de la forclusion résultant de l'expiration du délai d'un mois à partir du dépôt de la requête d'appel imparti par la loi pour signifier celle-ci à l'administration communale de ....

A l'appui de sa requête en relevé de forclusion, le requérant fait valoir que si effectivement la requête d'appel n'avait pas été signifiée à l'administration communale de ..., malgré la demande expresse afférente de son mandataire adressée à l'huissier commis le jour du dépôt de la requête

d'appel, ce fait ne saurait être imputé au mandataire ayant pris toutes les diligences requises, ni *a fortiori* à lui-même. Ce serait dès lors sans faute de sa part que le délai de signification en question aurait expiré. Le requérant sollicite dès lors un nouveau délai pour voir procéder à la signification de sa requête d'appel à la commune de ....

Tandis que l'Etat se rapporte à prudence de justice, tant la commune de ... que les consorts ... et ... estiment que la requête en relevé de forclusion est irrecevable, étant donné que Monsieur ... a fait déposer sa requête d'appel dans le délai d'appel imparti et a dès lors agi en temps utile. Les dispositions de la loi du 22 décembre 1986 relative au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice, ci-après « *la loi du 22 décembre 1986* », ne seraient dès lors pas applicables pour couvrir la sanction de la caducité encourue en cas de non-signification de la requête d'appel à toutes les parties ayant figuré en première instance dans le délai d'un mois à partir du dépôt de celle-ci.

Au niveau des plaidoiries il s'est dégagé, de l'aveu de la partie requérante, que le mémoire en réplique déposé en date du 3 novembre 2020 n'a pas été notifié aux autres mandataires des parties.

Il convient dès lors de l'écarter des débats.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 décembre 1986 dispose que « *si une personne n'a pas agi en justice dans le délai imparti, elle peut, en toutes matières, être relevée de la forclusion résultant de l'expiration du délai si, sans qu'il y ait eu faute de sa part, elle n'a pas eu, en temps utile, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai ou si elle s'est trouvée dans l'impossibilité d'agir* ».

En ce qu'elle est appelée à jouer en toutes matières, la loi du 22 décembre 1986 s'applique également en matière de procédure administrative contentieuse.

S'agissant d'une requête en relevé de forclusion par rapport à une affaire pendante en instance d'appel, la Cour est dès lors compétente pour en connaître.

Tel que le titre de la loi, repris par son article 1<sup>er</sup> précité, l'exprime de manière univoque, la demande en relevé de forclusion ne se conçoit que par rapport à un délai imparti pour *agir* en justice.

Il est patent, tel que la commune et les consorts ... et ... le soulignent à bon escient, que le requérant a agi en temps utile en faisant déposer dans le délai imparti par la loi sa requête d'appel du 27 juillet 2020 dirigée contre le jugement appelé du 17 juin 2020.

Le délai expiré à propos duquel un relevé de déchéance peut seul être obtenu a trait à l'action en justice, englobant essentiellement les recours devant le tribunal administratif et les appels devant la Cour administrative, et ne concerne dès lors que la seule instance judiciaire engagée dans le respect dudit délai, à l'exclusion de tout acte de procédure subséquent à poser dans son cadre.

La présente requête en relevé de forclusion ne tend pas à voir rouvrir un délai pour agir en justice, mais entend voir fixer un nouveau délai en vue de voir effectuer une formalité stricte prévue par la loi, en l'occurrence celle de la signification de la requête d'appel à toutes les parties ayant figuré en première instance, et ce dans le délai d'un mois à partir du dépôt de cette requête d'appel au greffe de la Cour.

Elle encourt dès lors l'irrecevabilité.

Les consorts ... et ... sollicitent l'allocation d'une indemnité de procédure de ...- €.

Eu égard à l'issue de l'affaire en relevé de forclusion, la demande en allocation d'une indemnité de procédure est justifiée en son principe.

La Cour estime *ex aequo et bono* qu'il y a lieu d'allouer aux consorts ... et ..., à chacun le montant de ...- € au titre d'indemnité de procédure à charge du requérant, Monsieur ....

**Par ces motifs,**

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

écarte le mémoire en réplique ;

déclare la demande en relevé de forclusion irrecevable ;

partant, en déboute le requérant ;

condamne le requérant à payer à Monsieur ... .. et à Madame ... .., à chacun le montant de ....- € au titre d'indemnité de procédure ;

laisse à charge du requérant les dépens de la présente procédure en relevé de forclusion.

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, président,  
Henri CAMPILL, vice-président,  
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et prononcé à l'issue de l'audience publique du 10 novembre 2020, à laquelle le prononcé avait été fixé, au local ordinaire des audiences de la Cour, par le président en présence du greffier assumé de la Cour ....

S. ....

S. DELAPORTE

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 10 novembre 2020  
Le greffier de la Cour administrative